

## La Lettonie À l'heure de l'empoignade

### Description

***Moins d'un an après avoir élu leurs députés, les Lettons sont appelés à retourner aux urnes à la faveur d'une empoignade entre le président de la République sortant et ceux qui l'avaient installé ce poste il y a quatre ans.***

Y a-t-il vraiment une rupture dans la vie politique du pays balte, comme l'affirment certains ? Quels sont les enjeux de la sourde bataille que se livrent la police anti-corruption et des oligarques qui tentent de préserver leur influence acquise dans le sillage du retour à l'indépendance de cette ex-république soviétique ?



Attention, un président de la République peut en cacher un autre. Valdis Zatlers l'a démontré dans les dernières semaines de son mandat qui a pris fin le 7 juillet. Rien ne prédisait cet homme courtois et plutôt effacé à se rebeller contre ceux qui l'avaient installé, en 2007, pour succéder à la flamboyante Vaira Vīķe-Freiberga. Et pourtant, c'est bien lui qui, le premier, a utilisé l'une des seules prérogatives de poids dont jouit le locataire du palais présidentiel : la procédure de dissolution de la *Saeima*, le parlement letton.

### Choisi par les oligarques

Durant la seconde moitié de son second mandat (2003-2007), V. Vīķe-Freiberga chercha à se consacrer davantage à la scène internationale. Elle a suivi notamment en vue de circonvier des initiatives visant à renforcer les positions ou à défendre les intérêts de quelques personnalités jusqu'à alors quasiment intouchables. Aussi, au moment de sa retraite politique, ces personnalités influentes voulurent-elles éviter que la personnalité qui allait lui succéder ne prenne à son tour des libertés à leur égard. C'est ainsi que, lors d'une réunion alors tenue au zoo de Riga, ceux qui sont décrits comme les « oligarques » du pays – Andris Ābols, ancien Premier ministre (1995-1997 et 1999-2000), Aivars Lembergs, maire de la ville portuaire de Ventspils, et Ainārs Ļešers, ancien ministre de l'Économie (1998-1999) puis des transports (2004-2009) – portèrent leur choix sur V. Zatlers, un chirurgien certes réputé mais peu au fait des arcanes politiques. *In fine*, ce calcul s'est apparemment avéré erroné.

« À l'instar de son prédécesseur, M. Zatlers a été perçu comme un président sans pouvoirs et plus encore à la fin de son mandat, puisque peu de gens ne le voyaient être reconduit », nous explique Kristaps Pētersons, le directeur de Delna, la branche lettone de Transparency International, une organisation non-gouvernementale luttant contre la corruption. Car si le président s'appliqua longtemps à ne pas faire de vagues, il avança moins malléable qu'il escomptait par les « trois A » (Andris, Aivars et Ainārs).

V. Zatlers fit notamment sienne l'idée qu'il était de temps de rendre plus transparent le

système de financement des partis politiques. Comme la Constitution l'autorise, il refusa aussi de signer quelques projets de loi, dont certains auraient joué en faveur des oligarques. «Globalement, s'il ne s'est pas montré d'une grande efficacité, il n'a pas joué le jeu qu'on lui a demandé de jouer», estime K. Patermanis.

### Vaste opération anticorruption

C'est dans cette ambiance de fin de règne zatlorien, aussi modeste fut-il, que les événements se sont précipités depuis mai, sans qu'il soit encore possible de déterminer avec certitude quelle logique les relie les uns aux autres.

Le fait est que, le 25 mai, le bureau de prévention et de lutte contre la corruption (KNAB) lança une offensive contre les oligarques. Plus de quarante lieux firent l'objet de perquisitions, tous liés aux «trois A». Notamment le domicile et le bureau d'A. Lembergs, une compagnie d'AA et les bureaux des personnes ayant succédé à A. lesers aux postes de vice-maire de Riga et de directeur du port de la capitale lettone, après son élection à la Saeima en octobre 2010. Le Bureau expliqua vouloir agir contre des activités présumées de blanchiment d'argent, abus de pouvoir, faux témoignages, pots-de-vin, etc.

Même si les oligarques se sentaient moins protégés ces dernières années – comme le symbolisèrent l'arrestation d'A. Lembergs en mars 2007, son placement temporaire en résidence surveillée et le lancement de trois poursuites judiciaires – son [encontre](#), jamais ils n'avaient été visés de manière aussi coordonnée et visible depuis son entrée en fonction du KNAB, en 2003.

Cette vaste opération se heurta pour partie à un refus, le 26 mai, de la Saeima de voter la levée de l'immunité parlementaire de l'un de ses membres, A. lesers, nécessaire à la perquisition de son domicile. Le procureur général du pays, Āriks Kalnmeiers, avait pourtant autorisé dans le cadre de l'enquête en cours.

Les députés opposés à cette mesure étaient, sans surprise, ceux siégeant sous l'étiquette «Pour une meilleure Lettonie», alliance créée en vue des législatives d'octobre 2010 par les partis en perte de vitesse d'A. lesers (Premier parti letton/Voie lettone) et d'AA (Parti populaire). La plupart des députés de l'Union des verts et des paysans (ZSS), contrôlée par A. Lembergs et membre de la coalition gouvernementale, s'abstinrent, ainsi que ceux du Centre de la concorde, représentant en partie la forte minorité russophone (un tiers de la population lettone). Votèrent pour la levée de l'immunité les députés de l'Unité – l'alliance de trois partis emmenée par le Premier ministre Valdis Dombrovskis – et ceux de l'alliance nationaliste Pour la patrie et la liberté (TB/LNNK)/Tout pour la Lettonie.

### Parlement en voie de dissolution

Cette entrave aux opérations de police fut le motif brandi par V.Â Zatlars pour annoncer, le 28 mai,Â cinq jours de lâ??Ã©lection prÃ©sidentielle, le lancement dâ??une procÃ©dure inÃ©dite de dissolution parlementaire. La *Saeima*, expliqua-t-il en substance lors dâ??un discours tÃ©lÃ©visÃ©, venait de dÃ©montrer quâ??elle nâ??Ã©uvrait pas pour le bien commun mais dans lâ??intÃ©rÃ©t des oligarques. Cela Ã©tait dâ??autant plus insupportable, dâ??aprÃ©s lui, que la population lettone avait acceptÃ© de faire des sacrifices considÃ©rables depuis 2009 pour rÃ©sorber la crise Ã©conomique.

Pour devenir rÃ©alitÃ©, la dissolution du parlement devra Ã©tre approuvÃ©e par un rÃ©fÃ©rendum, le 23 juillet. Si une majoritÃ© de citoyens votent pour, ce qui semble probable, de nouvelles Ã©lections lÃ©gislatives auront lieu en septembre. Si, en revanche, lâ??initiative prÃ©sidentielle est dÃ©savouÃ©e, le prÃ©sident est censÃ© se dÃ©mettre, selon la Constitution. Or V.Â Zatlars ne pourra pas lâ??Ã©tre puisquâ??il nâ??est plus prÃ©sident : le 2 juin, il a Ã©tÃ© vaincu par Andris BÃ©rziÅs, un dÃ©putÃ© de la ZZS.

Quâ??est-ce qui a bien pu pousser V.Â Zatlars Ã© agir de la sorte ? Pour certains, il a tentÃ© son va-tout dans lâ??espoir dâ??inverser une tendance qui lui Ã©tait dÃ©favorable, en poussant les dÃ©putÃ©s Ã© le reconduire pour prouver quâ??ils nâ??Ã©taient pas aussi mauvais quâ??il le disait. Il aurait Ã©tÃ© incitÃ© Ã© entreprendre une telle manÃ©uvre par des membres de son entourage au palais qui, sâ??Ã©tant rendus impopulaires, craignaient de ne pas retrouver de travail si leur champion Ã©tait battu. Si tel Ã©tait le cas, cette tactique a Ã©chouÃ©.

Pour dâ??autres, V.Â Zatlars, se sachant battu dâ??avance, a voulu donner un coup de pied dans la fourmiliÃ©re. Pour quels motifs ? Selon certains de ses dÃ©tracteurs, câ??est par dÃ©pit quâ??il aurait agi ainsi, sans considÃ©ration particuliÃ©re pour les consÃ©quences politiques de son geste. Et notamment quant Ã© lâ??issue des Ã©lections lÃ©gislatives qui se dessinent Ã© la fin de lâ??Ã©t, alors que le pays se doit de faire preuve de stabilitÃ© politique aux yeux des marchÃ©s financiers et des institutions qui lui ont prÃ©tÃ© de lâ??argent<sup>[2]</sup>.

Faux, entend-on dire ici ou lÃ©. V.Â Zatlars, en bon chirurgien, aurait conÃ©sue sa dÃ©marche comme une opÃ©ration visant Ã© traiter un corps malade. Sans que cela contredise cette hypothÃ©se, le prÃ©sident sortant aurait aussi vu lÃ© un moyen, Ã© 56 ans, de rester dans le jeu politique aprÃ©s son mandat. De plus, avec ce coup dâ??Ã©clat, il ne resterait pas uniquement dans les annales comme lâ??homme qui avait Ã©tÃ© choisi par les oligarques, mais aussi lâ??un de ceux ayant contribuÃ© Ã© leur musellement.

Mais pourquoi ne pas avoir agi plus tÃ©tÃ© ? V.Â Zatlars aurait pu lancer une procÃ©dure de dissolution de la prÃ©cÃ©dente *Saeima*, considÃ©rÃ©e comme Ã©tant plus encore sous tutelle des oligarques. Quoi quâ??il en soit, lâ??opÃ©ration du KNAB a donnÃ© un prÃ©texte idÃ©al Ã© V.Â Zatlars pour agir en fin de mandat. Se pourrait-il quâ??elle ait Ã©tÃ© encouragÃ©e par la prÃ©sidence ? Rien de public ne le prouve Ã© ce jour. Et le Bureau anticorruption semble avoir dÃ©accÃ©lÃ©rer la manÃ©uvre aprÃ©s avoir constatÃ© des fuites Ã© propos de ses enquÃ©tes.

**Des Ã©« funÃ©raillesÃ© Ã© » bon enfant**

Pour certains, tel K. Pētermanis, le discours *«l'agendaire»* de V. Zatlers, a dû provoquer une prise de conscience, dans des cercles plus larges qu'auparavant, du problème posé par la persistance des oligarques et les maux politico-économiques qu'ils encouragent.

Depuis le 28 mai, il serait exagéré de dire qu'il y a un vent de révolte dans le pays. Néanmoins, grâce notamment aux réseaux sociaux accessibles sur Internet, un nombre croissant de Lettons s'organisent pour faire en sorte que l'impulsion donnée par V. Zatlers, quelles que soient ses motivations réelles, ne reste pas sans lendemain. C'est ainsi qu'ont eu lieu, le 8 juin, les *«funérailles des oligarques»*, un enterrement symbolique des *«trois A»* au centre de Riga<sup>[3]</sup>. Le mot d'ordre de ce rassemblement bon enfant : *«À tourner le dos»* à des personnalités d'une époque qu'on voudrait enfin révolue et *«À lutter contre la part d'oligarque que chacun a en soi»*. Une allusion au maintien de pratiques, héritées de l'époque soviétique, telle que le recours aux enveloppes pour obtenir un service dans une administration ou chez le médecin.

*«Il faut en finir avec le système de clans, qui permet à une sorte de mafia de bien vivre en se partageant le gâteau»*, nous déclare Viesturs Dāle, l'animateur d'une mission de télévision (consacrée à l'éducation) ayant organisé l'enterrement du 8 juin. *«Je ne veux juger personne: il est difficile de résister à la tentation, le système fonctionne. Mais il est temps pour le pays de passer de l'adolescence à l'âge adulte.»*

Pour éviter que ces bonnes intentions ne s'évanouissent avec le temps, des ONG provenant de différents champs de la société civile ont décidé de se réunir à intervalles réguliers et de s'enfoncer dans la brèche ouverte ces dernières semaines. Les affidés des oligarques ont trop à perdre pour ne pas résister.

## L'Inconnue Bārzis

Andris Bārzis a été élu président par la Saeima au second tour par 53 voix, soit deux de plus que la majorité nécessaire. Le mode de scrutin est secret. Mais il est peu probable qu'il ait recueilli les voix des 21 autres députés de la ZZS, parti pour le compte duquel il siège à la Saeima depuis octobre 2010. Et c'est sans se tromper que l'on peut affirmer que des députés du Centre de la concorde (29 au total) et de Pour une meilleure Lettonie (huit) ont aussi voté pour cet ancien banquier âgé de 66 ans.

Peu connu du public, A. Bārzis a fait une carrière assez typique de l'ancienne garde de la classe politique lettone. Député du Soviet suprême de la République socialiste soviétique de Lettonie ayant voté le retour à l'indépendance, il s'est lancé ensuite dans les affaires, en usant de ses contacts noués du temps où il travaillait pour l'appareil d'État, non sans avoir adhéré au Parti communiste. Cet ancien ingénieur devint président (1993-2004) de Latvijas Unibanka, qui finit par être achetée par la banque suédoise SEB pour devenir l'un des principaux établissements du pays.

À l'abri financièrement et A. Bārzis est le Letton disposant de la retraite la plus élevée du pays, aura-t-il courage de prendre ses distances vis-à-vis de ses mentors, à l'image de V. Vāle-Freiberga et de V. Zatlers ? Bon nombre d'interlocuteurs en doutent, en rappelant son affiliation à la ZZS (contrôlée par A. Lembergs) et sa proximité avec A. Ārle, lui aussi

originaire de la région de Vidzeme.

## Bouleversements politiques en perspective ?

Certains pensent toutefois qu'A. Bārzis sera dans l'obligation de ne pas s'écarter d'une ligne neutre, sous la pression notamment de V. Zatlers. Celui-ci a annoncé, le 9 juillet, qu'il créait sa propre formation politique, le Parti de la réforme, qu'il veut placer au centre de l'Échiquier. Ce parti, pour peu qu'il arrive à attirer des candidats sérieux et relativement vierges aux yeux de l'électorat, pourrait effectuer une percée notable à l'occasion des prochaines législatives. Il pourrait notamment nuire à l'Unité, qui n'a pas réussi à convaincre V. Zatlers de la rejoindre.

Ce prochain scrutin, s'il a bien lieu à la fin de l'été, s'annonce très incertain. Avec un affaiblissement probable de l'Unité, le Centre de la concorde est le principal parti de la minorité russophone pourrait cette fois-ci arriver en tête [4]. Il serait alors difficile de le maintenir hors de la coalition gouvernementale, comme cela a toujours été le cas depuis le retour à l'indépendance. Pourrait-il alors gouverner avec la ZZS, ou plutôt avec un bloc Unité/Parti de la réforme ?

Et qu'advient-il des autres oligarques ? Le 9 juillet, A. Āķle a annoncé la dissolution du Parti populaire, qu'il avait fondé en 1998 et qui a été le pilier des coalitions gouvernementales successives jusqu'en 2009. Avec quelle idée en tête ? Des mauvaises langues constatent que cette initiative qui prendra quelques mois avant d'être effective coïncide avec l'annonce de la création du parti de V. Zatlers !

### Notes :

[1] Cf. A. Jacob, « Imbroglia letton autour de la lutte contre la corruption », *Regard sur l'Est*, 1er novembre 2007.

[2] Pour soutenir un secteur bancaire alors fragilisé, la Lettonie s'est vu accorder, à l'automne 2008, un prêt de 7,5 milliards d'euros par le Fonds monétaire international et l'UE. Au 31 mars 2011, elle n'avait utilisé que 4,4 milliards.

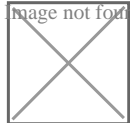
[3] Cf. Eric Le Bourhis & Baiba Trojāņenko, « Riga: Les funérailles des oligarques », *Regard sur l'Est*, 10 juin 2011.

[4] Le 2 octobre 2010, le Centre de la concorde avait obtenu 26,2 % des voix, contre 31,2 % à l'Unité. La ZZS était arrivée en troisième position avec 19,6 % des suffrages.

\* Antoine JACOB est journaliste indépendant basé en Lettonie, auteur du livre *Les pays baltes, un voyage découvert* (éd. Lignes de repères, Paris, 2009) et du blog « Nordiques & Baltes » (<http://jacobnordiques.blogspot.com>)

**Photographie :** Piquet devant la *Saeima* lors de l'élection d'A. Bārzis à la présidence (Eric Le Bourhis, 2 juin 2011).

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date créée

15/07/2011

**Champs de MÃ©ta**

**Auteur-article :** Antoine JACOB\*